



© Éditeur officiel du Québec

À jour au 1er septembre 2014
Ce document a valeur officielle.

chapitre S-2.1, r. 22

Règlement sur la mise en oeuvre des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française

Loi sur la santé et la sécurité du travail

(chapitre S-2.1, a. 170 et 223)

1. Les bénéfices de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) et des règlements adoptés en vertu de cette loi sont étendus à toute personne visée dans l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française signée le 17 décembre 2003 et apparaissant à l'annexe 1.

D. 740-2006, a. 1.

2. Ces bénéfices s'appliquent de la manière prévue à cette entente et à l'arrangement administratif apparaissant à l'annexe 2.

D. 740-2006, a. 2.

3. Le présent règlement remplace le Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, (R.R.Q., 1981, c. S-2.1, r. 12), le Règlement sur la mise en oeuvre des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Avenant à l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française et dans l'arrangement administratif s'y rapportant (D. 1052-89, 89-06-28) et le Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Avenant n° 2 à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale (D. 531-2002, 02-05-01).

D. 740-2006, a. 3.

4. *(Omis).*

D. 740-2006, a. 4.

ANNEXE 1

(a. 1)

ENTENTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ET